

1895

## 1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze

Revue de l'association française de recherche sur  
l'histoire du cinéma

75 | 2015

Varia

---

# La ligue de l'enseignement et le cinéma éducatif dans l'entre-deux-guerres : à la croisée de l'associatif et du politique

*The Teaching League and educational cinema between the wars : at the  
intersection of politics and the voluntary sector*

Nathalie Sevilla

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/1895/4958>

DOI : 10.4000/1895.4958

ISSN : 1960-6176

### Éditeur

Association française de recherche sur l'histoire du cinéma (AFRHC)

### Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2015

Pagination : 64-83

ISBN : 978-2-37029-075-5

ISSN : 0769-0959

### Référence électronique

Nathalie Sevilla, « La ligue de l'enseignement et le cinéma éducatif dans l'entre-deux-guerres : à la croisée de l'associatif et du politique », *1895. Mille huit cent quatre-vingt-quinze* [En ligne], 75 | 2015, mis en ligne le 01 mars 2018, consulté le 23 septembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/1895/4958> ; DOI : 10.4000/1895.4958

---



*Les Congressistes sortent de la séance de clôture*

4<sup>e</sup> congrès d'information de l'office du Cinéma-éducateur du Sud-Est, 30 et 31 janvier 1937, Nice. Au premier plan, Joseph Brenier, Julien Genger (directeur de l'Office du Sud-Est). *La revue du Cinéma éducateur*, mai 1937.

## La ligue de l'enseignement et le cinéma éducatif dans l'entre-deux-guerres : à la croisée de l'associatif et du politique

par Nathalie Sevilla

Dans l'entre-deux-guerres, le cinéma suscite un véritable engouement populaire. Nombre de ministères lui portent un intérêt croissant et l'envisagent comme un outil de formation des masses. Mais les indécisions de l'État en matière de cinéma éducatif, que ce soit au niveau de la création d'un organisme national, de la définition d'un plan d'actions, et de prises de position dans le cadre international, vont être palliées par les initiatives de la société civile : la fondation des offices régionaux du cinéma éducateur puis de l'UFOCEL, union française des œuvres du cinéma éducateur laïque, celle du Comité catholique du cinéma, ou l'action de personnalités militantes au sein de la commission de la Coopération intellectuelle de la SDN. L'étude de l'UFOCEL, section de la Ligue française de l'enseignement, apporte un éclairage sur les relations établies entre les initiatives privées d'encadrement de la jeunesse, l'industrie du cinéma et l'État, avec en arrière-plan la guerre des deux France, les enjeux économiques et idéologiques internationaux et les débats internes au monde laïque.

La Ligue de l'enseignement, précurseur en matière de cinéma scolaire sous la présidence de Léon Bourgeois (1894-1898), renforce dans les années 1920 sa mission de prolongement éducatif de l'École, obligatoire seulement jusque 13 ans. Aussi se place-t-elle dans l'espace éducatif, artistique, sportif ou cinématographique post scolaire laissé vacant par les pouvoirs publics avec la création d'unions d'œuvres laïques. Elle devient, à la fin des années 1930, une véritable institution auxiliaire du ministère de l'Instruction publique<sup>1</sup>. Sous l'impulsion de son futur président Joseph Brenier, la Ligue joue un rôle moteur et d'avant-garde pour assurer le développement du cinéma éducateur « laïque ». Elle agit comme un groupe de pression tant au niveau des ministères que de l'État pour que soit créé un organisme national au sein du ministère de l'Instruction publique chargé de définir une politique rationnelle du cinéma d'éducation. Son action récurrente témoigne des réticences ministérielles aux avancées potentielles vers la modernité alors que les évolutions technologiques rapides du cinématographe imposent des prises de position tournées vers l'avenir : muet ou sonore, formats et compatibilité technique pour les échanges internationaux.

Après avoir identifié les définitions, les fonctions et les enjeux attribués au cinéma éducatif par les offices, la Ligue et les ministères, nous verrons, comment la Ligue, force d'actions, de coordination et de propositions, agit pour développer et regrouper en son sein les offices du cinéma éducateur face à l'inertie du gouvernement français et à la concurrence catholique. Cinémas éducatifs laïque et catholique se structurent parallèlement pour assurer respectivement la formation laïque ou chrétienne de la

1. Nathalie Sevilla, « La Ligue de l'enseignement-Confédération générale des œuvres laïques, 1919-1939 », Thèse de doctorat, Institut d'études politiques, Paris, 2004.

jeunesse. Enfin, l'organisation se place dans les structures internationales pour y promouvoir, dans une perspective pacifiste, les échanges entre pays étrangers. Face au *lobbying* de l'industrie cinématographique française, elle défend le format intermédiaire universel au risque de délaisser le cinéma d'enseignement. Les lenteurs gouvernementales ne lui permettront pas de donner toute la mesure voulue à son projet d'éducation sociale.

### **Le cinéma éducateur : un enjeu politique. Définitions**

Le statut potentiel du cinéma comme moyen d'instruction, d'éducation sociale et de propagande détermine dans l'entre-deux-guerres l'intérêt grandissant que lui portent les ministères et les structures d'encadrement de la jeunesse. Ses partisans postulent une action de l'État par le cinéma. De la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à l'entre-deux-guerres, faire de la propagande recouvre, pour le projet républicain positiviste et réformiste, un ensemble de moyens pour former les esprits et transformer la conscience sociale afin de réformer la société en profondeur<sup>2</sup>. Le Cercle parisien de la Ligue de l'enseignement s'était intitulé en 1868 « Cercle parisien pour la propagande de l'instruction dans les départements »<sup>3</sup>. Radio et cinéma sont alors pensés comme des technologies modernes de propagande et comme des vecteurs potentiels pour assurer l'adhésion à la Nation, lutter contre l'exode rural, ou faciliter la vulgarisation des connaissances. Pour Joseph Brenier « le film éducateur doit faire avant tout l'éducation de la masse, c'est-à-dire la faire progresser vers un idéal meilleur, en lui faisant comprendre tous les progrès réalisés par la science »<sup>4</sup>. Les qualificatifs ajoutés finalisent l'activité cinématographique : cinémas d'enseignement, d'éducation sociale (propagande hygiénique), d'éducation professionnelle, scientifique, ou d'informations générales. Plus généralement les termes éducateur, éducatif, non commercial annoncent clairement la nature de la diffusion et la volonté de se différencier. Le terme éducatif n'est pas exclusif, il est employé par les milieux républicains, catholiques – avec l'ajout des adjectifs familial et paroissial – et par les firmes industrielles.

Pour les républicains laïques, le cinéma éducateur accompagne le maître et assure le complément de la formation scolaire :

Ces termes conviennent à la fois au cinéma utilisé dans tous les établissements d'enseignement, pour illustrer les leçons, les cours et les démonstrations des maîtres et au cinéma pratiqué par les œuvres extra scolaires qui, à l'aide de films spécialement choisis, généralement commentés ou accompagnés d'une causerie, d'une conférence s'efforce de maintenir, de compléter, de développer dans les masses le trop léger bagage intellectuel dont elles ont été dotées, au cours d'une scolarité abrégée<sup>5</sup>.

2. Fabrice d'Almeida, « Propagande, histoire d'un mot disgracié », *Mots. Les langages du politique*, n° 69, 2002, pp. 140-144.

3. *Bulletin du Cercle parisien de la Ligue de l'enseignement* n° 2, 1869, cité par Fabrice d'Almeida, *ibid.*, p. 140.

4. « Discussion de l'interpellation de M. Brenier sur l'utilisation du cinéma dans l'enseignement et dans l'éducation sociale », *Journal Officiel* [JO] du 9 novembre 1927, pp. 1069-1081.

5. « Le cinéma et la Ligue de l'Enseignement, 42<sup>e</sup> congrès national de la Ligue Française de l'enseignement, 21-24 mai 1926 », *L'Action Laïque de la Loire*, août 1926, document non paginé, Archives privées-Ligue française de l'enseignement (AP-LFE).

— 12 — LES DOCUMENTS SCOLAIRES ET POST-SCOLAIRES

### Ligue Française de l'Enseignement

## Appel en faveur du Cinéma Educateur

Instituteurs, délégués cantonaux, élus municipaux, administrateurs des patronages et œuvres laïques que cette question préoccupe, ne faites rien sans consulter préalablement les Directeurs des Offices ou l'U. F. O. C. E. L. (Union Française des Offices du Cinéma Educateur Laïque).

Pour vous documenter et vous guider dans tout ce qui concerne, notamment :

- Les appareils de projections fixes et animées, muettes, sonores et parlantes.
- Les vues et les films muets, sonores et parlants, pour l'enseignement et les séances récréatives.
- Les accessoires, écrans, coffrages, lampes.
- Les démarches pour constitution des dossiers des demandes aux Ministères intéressés, attribution de subventions, etc.
- Les Offices et l'U. F. O. C. E. L., rattachés à la Ligue de l'Enseignement ont constitué des services spécialement organisés pour vous donner tous ces renseignements sur simple demande accompagnée d'un timbre pour réponse.

Conservez soigneusement cette note et les adresses ci-dessous :

**U. F. O. C. E. L.**

Union Française des Offices du Cinéma Educateur Laïque  
2, rue Récamier, PARIS (7<sup>e</sup>) — Lettre 5243

**LISTE DES OFFICES ADHÉRENTS**

<b>AGEN (Lot-et-Garonne).</b> Section Cinématographique de la section départementale de la Coopération à l'École.	M. Pujos, Direct. de la Cinémathèque d'Enst de Lot-et-Garonne.
<b>ALBI (Tarn).</b>	M. Loupiac, Instituteur à Albi.
<b>ALGER.</b> Office algérien du Cinéma Educateur, rue Barbuze, Alger.	M. Pestre, Professeur Directeur
<b>ANGERS (Maine-et-Loire).</b> Office du Cinéma Educateur de Maine-et-Loire, 25, rue Céléstin-Port, à Angers.	M. Boanin, 6, rue Courdoret à Angers.
<b>ARGENTAN (Orne).</b>	M. Pajot, Inspecteur primaire, Argentan.
<b>AUCH (Gers).</b> Office Cinématographique du Sud-Ouest, 4, rue Espagne, Auch.	M. Louis Laffitte, Directeur de l'Office.
<b>AUXERRE (Yonne).</b> Cinémathèque de l'Enseignement de l'Yonne.	M. Bertrand, Directeur de l'Éc. Nor., Auxerre
<b>BERGÈRE (Dordogne).</b> Office Régional du Cinéma Educateur de Bergerac.	M. Flottes, Inspecteur d'Académie. M. Gonthier, Directeur d'Éc. Bergerac-Albi.
<b>BORDEAUX (Gironde).</b> Cinémathèque universitaire, Cours Anatole-France, Bordeaux.	M. Ferrière, Directeur.
<b>CLERMONT-FERRAND (Puy-de-Dôme).</b> Cinémathèque rég. du Massif Central, COMPIÈGNE (Oise). Office de l'École d'Éducation et d'Enseignement par le Cinéma dans la	M. Soléil, Charbonnières les Vieilles. M. Beuzart, Direct., de l'École Pierre Sauvage à Compiègne.
<b>LILLE (Nord).</b> Office Cinématographique d'Enseignement et d'Éducation de la Région du Nord, 1, rue Bichat à Lille.	M. Mercier, 15, rue Guisenberg à Lys-lez-Lannoy.
<b>LIMOGES (Haute-Vienne).</b> Office Limousin du Cinéma à Traspont, par La Jonchère.	M. Villégier, Direct., à Traspont par La Jonchère.
<b>LYON (Rhône).</b> Office Rég. du Cinéma Educateur.	M. Gaurin, Direct., 5, place de la Boucle à Lyon.
<b>MANTES (Seine-et-Oise).</b> Cinémathèque de la Circonscription de Mantes-la-Jolie.	M. Ed. Fosse, Directeur d'École à Limay.
<b>MARSEILLE (B. du R.).</b> Office Cinématographique, 18, rue Eydloux, Marseille.	M. Truchet, Secrétaire Gén. de la Fédér., 47, rue Stanislas-Torrens à Marseille.
<b>MELUN (Seine et Marne).</b> NANCY (Meurthe-et-Moselle). Office Rég. d'Enseignement Cinémat. (Alpes-Maritimes).	M. Lange, direct. d'Éc., rue St-Barthélemy. M. Colin, 32, Faubourg Stanislas à Nancy.
<b>NICE (Alpes-Maritimes).</b> Office Régional du Cinéma Educateur, 26, Boulevard, Nice.	M. Jeuger, Directeur.
<b>NIMES (Gard).</b> Office Régional Cinématographique d'Enseignement et d'éducation de Nîmes.	M. Gastier, 16, Grande Rue à Nîmes.
<b>PARIS.</b> Cinémathèque Générale d'Enseignement professionnel, 7, rue Robert-Etienne, Paris (8 <sup>e</sup> ).	M. Brunau, Inspecteur général de l'Enseig. Technique et professionnel.
<b>PARIS.</b> Office du Cinéma Educateur de l'Académie de Paris, 7, rue Robert-Etienne, Paris (8 <sup>e</sup> ).	M. Bessou, Directeur.
<b>POITIERS (Vienne).</b> Office Régional du Cinéma Educateur de l'Académie de Poitiers.	M. Lebrun, Ecole des Beaux-Arts à Poitiers.
<b>REIMS (Marne).</b>	M. Cavelot, Directeur d'École.
<b>RENNES (Ille-et-Vilaine).</b>	M. Lavandier, Instituteur.
<b>ROCHEFORT (Charente-Inférieure).</b> Office d'Enseignement Cinématographique du Ouest-Ouest.	M. Bizette, 20 bis, rue de Paris, Rennes.
<b>RODEZ (Aveyron).</b> Cinémathèque de l'Aveyron.	M. Charleux, Président Inspection Académique, La Rochelle.
<b>ROUEN (Seine-Inférieure).</b> Office de Seine-Inférieure.	M. Delhes, Instituteur.
<b>SAINT-ETIENNE (Loire).</b> Office du Cinéma Educateur, 10, rue du Président Wilson.	M. Levy-Bisser, 55, rue de Croix à Rouen.
<b>TOULOUSE (Haute-Garonne).</b> Cinémathèque départementale, Préfecture de la Haute-Garonne.	M. Rehol, Directeur.
	M. Lascours, Directeur.

Pour votre documentation, assistez à une démonstration de cinéma sonore et parlant 16 m/m.

Tous les jeudis, au Siège de l'Office, 10, Grande Rue à NIMES.

**Vous serez émerveillés.**

**Pour obtenir cela nous n'avons jamais exigé ce-ci. Le bon sens voudrait que la Société P... C... fit comme tout le monde.**

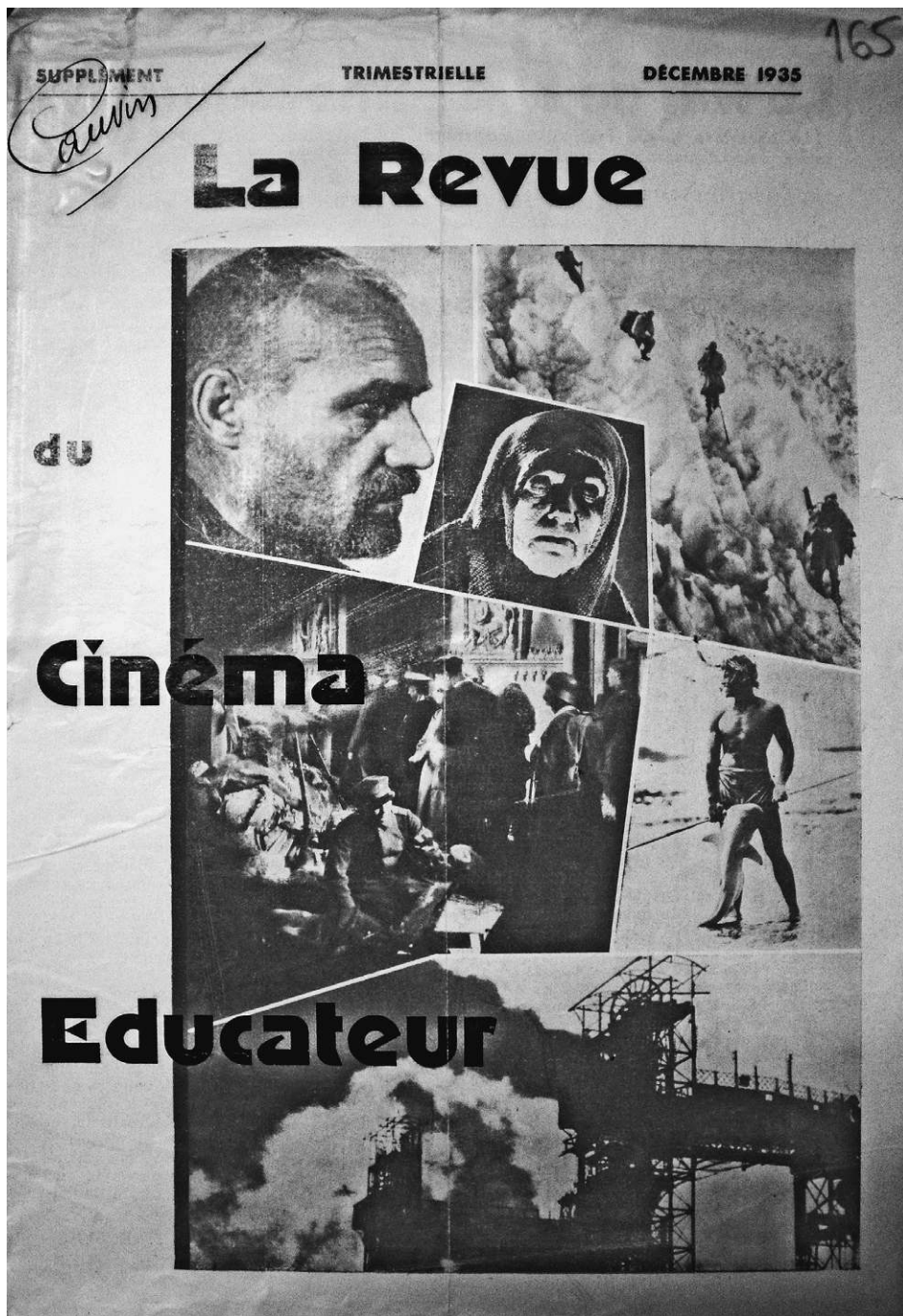
Liste des responsables de l'UFOCEL, 1936.

## Les Offices du cinéma éducateur : un réseau de diffusion

En France, les pouvoirs publics s'intéressent aux possibilités éducatives du cinéma durant les années 1910. La section cinématographique de l'armée est créée en 1915<sup>7</sup>. Le décret du 23 mars 1916 institue une commission extra-parlementaire sur « la généralisation du cinéma dans l'enseignement » au sein du ministère de l'Instruction publique. Auguste Bessou, son secrétaire, contresigne quatre ans plus tard, dans un rapport remis au gouvernement, un ensemble de résolutions : encourager l'utilisation du cinéma dans tous les ordres d'enseignement et constituer une commission d'examen des films et des appareils de projection. Le premier congrès du cinématographe appliqué à l'enseignement se tient en 1922. Les créations, entre 1923 et 1925, des cinémathèques du Musée pédagogique et de la Ville de

6. G.-Michel Coissac, *le Cinématographe et l'enseignement, nouveau guide pratique*, Paris, Larousse/Éditions du Cinéopse, 1926.

7. Levine Alison, « Cinéma, propagande agricole et populations rurales en France (1919-1939) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/3, n° 83, pp. 21-38.



*La Revue du cinéma éducateur, décembre 1935.*

Paris, du sous-secrétariat de l'Enseignement technique, du Comité du cinématographe appliqué à l'enseignement professionnel, et de la Cinémathèque agricole décentralisée régionalement témoignent de l'intérêt porté à la chose. Nombre d'entre elles sont dirigées par des membres du Cercle parisien : Auguste Bessou, Louis Ripault, Léon Riator, conseiller municipal de Paris, ou encore Edmond Labbé, directeur de l'Enseignement technique.

Le développement du cinéma d'éducation périscolaire et postscolaire (après 13 ans) résulte de dévouements individuels soutenus par les municipalités. Ainsi, les villes de Lyon, radicale, et de Vienne, socialiste, instituaient dès l'avant-guerre des séances de cinéma éducateur dans les garderies du jeudi des écoles primaires. À l'initiative de Gustave Cauvin<sup>8</sup>, militant laïque relayé par les inspecteurs d'Académie de la Loire et de l'Isère et Joseph Brenier, maire SFIO de Vienne, l'Office régional du cinéma éducateur de Lyon (ORCE) est fondé en janvier 1925. Présidé par Joseph Brenier, patronné par Édouard Herriot, il regroupe dix départements. Bien que davantage au service de la propagande sociale, l'officialisation de l'Office de Nancy, en avril 1926, résulte des efforts de l'inspecteur Simonot chargé en Alsace-Lorraine de la propagande française par le cinéma et d'Émile Bugnon et Louis Colin, administrateurs de l'Union des coopérateurs de Lorraine<sup>9</sup>.

Deux congrès posent les jalons du cinéma éducateur. L'objectif était d'attirer l'attention du monde laïque et des pouvoirs publics. Ils ne sont probablement pas étrangers au dépôt d'une proposition de loi l'année suivante. En février 1926, l'Office lyonnais organisait à l'occasion de son assemblée générale un congrès national, dont le succès d'après le compte rendu du *Cinéopse*, « a dépassé les prévisions des organisateurs »<sup>10</sup>. Quelques mois plus tard, en mai, à Saint-Étienne, le congrès de la Ligue de l'enseignement étudiait le sujet. Joseph Brenier, acteur majeur de la rénovation de la Ligue, lançait un appel à deux niveaux. Faire entrer dans la loi l'organisation d'un office national du cinéma éducatif en liaison avec les offices régionaux et cinémathèques et rattaché à l'Instruction publique et à l'Institut international de la coopération intellectuelle de la SDN : « Cela étant l'œuvre du Parlement et de l'Administration, je crois que nous serons nombreux à la Chambre et au Sénat pour obtenir que cette opinion se traduise par des réalisations positives et rapides »<sup>11</sup>. En attendant, il invitait à « entreprendre tout de suite une action » et à entrer dans les réalisations pratiques en prenant pour modèle les offices de Lyon et de Nancy, témoins de la faisabilité face aux problèmes de création, de location, de diffusion et de choix des films. Le ministre de l'Instruction publique, à la demande du Musée pédagogique, sous le gouvernement du Cartel des gauches, encourageait par une circulaire la création d'associations des usagers du cinéma, dont les offices sont un exemple.

8. Nina Almberg et Tangui Perron, « La propagande par le film : les longues marches de Gustave Cauvin », 1895, n° 66, printemps 2012.

9. *Office Nancy*, n° 10, 1<sup>er</sup> juillet 1929.

10. *Le Cinéopse*, avril 1926.

11. « Le cinéma et la Ligue de l'Enseignement, 42<sup>e</sup> congrès national de la Ligue Française de l'enseignement, 21-24 mai 1926 », *l'Action Laïque de la Loire*, août 1926, document non paginé, AP-LFE, voir aussi *le Cinéopse*, juillet 1926.

## La Ligue de l'enseignement et le cinéma éducateur

Enlisée dans l'Union sacrée, repliée sur ses instances dirigeantes et ses cercles, la Ligue, dans l'immédiat après-guerre, fut quelque peu délaissée par les sociétés laïques. L'élection du Cartel des gauches, les déclarations d'Édouard Herriot projetant d'introduire dans les départements recouvrés l'ensemble de la législation républicaine et la constitution en réaction de la Fédération nationale catholique accélèrent son processus de rénovation. En avril 1925, la Ligue devient une fédération de fédérations départementales d'œuvres laïques. L'État étant en voie de prendre en charge à court terme l'instruction scolaire prolongée – loi Astier (1919) et loi sur la création des cours postsecondaires agricoles (1918) – les œuvres péri et postsecondaires se donnent pour mission essentielle « d'organiser la récréation de l'enfance en dehors de la classe, les loisirs et l'éducation civique de la jeunesse après la journée de travail, pendant les années qui s'écoulent entre le moment où l'adolescent a quitté l'école et celui où, devenu majeur, il va jouir des droits civils et politiques »<sup>12</sup>. Joseph Brenier précisait lors du congrès :



Le sénateur Joseph Brenier.

Nous avons considéré que le cinéma d'enseignement doit être organisé par l'État c'est son rôle et non celui des œuvres post scolaires et complémentaires de l'École, par contre c'est le nôtre de s'occuper des loisirs des enfants, soit le jeudi, soit après la classe [...] Créons dans les sièges des rectorats d'académie des Offices, nous pourrons alors vulgariser cet art<sup>13</sup>.

C'est un devoir pour la Ligue de ne rien négliger « pour que notre jeunesse ne perde pas le contact avec la laïcité, au moins jusqu'à sa majorité, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle sera devenue assez consciente d'elle-même pour savoir se diriger seule dans sa vie »<sup>14</sup>. François-Albert ajoutait au congrès de 1928 qu'« il est extrêmement piquant de constater » que ceux « qui décrient la science et l'esprit scientifique ont soin de recourir aux plus modernes inventions de la science pour propager leurs idées »<sup>15</sup>.

12. « Création, défense et développement des œuvres postsecondaires et périsecondaires », discours de Joseph Brenier à l'assemblée générale de 1928 du Grand Orient de France, GODF, Paris, 1929.

13. Extrait du discours de Joseph Brenier, *le Cinéopse*, juin 1926. Dès sa nomination au ministère de l'Instruction Publique, Édouard Herriot prenait un arrêté instituant une Commission chargée d'examiner les films d'enseignement et de les inscrire sur la liste de films autorisés dans les établissements scolaires, *Journal officiel* du 8 août 1926, *le Cinéopse*, septembre 1926.

14. « Le cinéma et la Ligue de l'Enseignement, 42<sup>e</sup> congrès national de la Ligue Française de l'enseignement, 21-24 mai 1926 », *l'Action Laïque de la Loire*, août 1926, document non paginé, (AP-LFE).

15. *L'Action Laïque*, juillet-septembre 1928, p. 108.



L'appel est entendu. L'Office cinématographique d'enseignement et d'éducation de la région du Nord (OCEN, 1926) naît des efforts combinés d'Albert Châtelet, recteur de l'Académie, de Georges Selliez, président de l'Union des amicales laïques du Nord et de Léon Ousselin, directeur d'école. La création de l'Office de Saint-Étienne (1926) relève de rencontres semblables<sup>16</sup>. La Ligue et la société de l'Art à l'école en accord avec les autorités académiques et secondées par la presse locale organisaient à Bordeaux une semaine de propagande en décembre 1926. L'Office régional de Bergerac est fondé par Gabriel-Aimé Rocques, inspecteur d'Académie, en 1927, après une série d'articles publiés dans les journaux régionaux et le bulletin officiel de l'Instruction primaire. Le directeur des services agricoles de la Dordogne intéressait le Conseil général à l'action<sup>17</sup>. L'Office du Gard naît en janvier 1928 à l'initiative de Gautier et d'un groupe d'instituteurs ruraux, avec le concours de l'inspecteur d'Académie et du directeur des services agricoles<sup>18</sup>. Dès sa nomination au ministère de l'Instruction publique, Édouard Herriot prenait un arrêté instituant une Commission chargée d'examiner les films d'enseignement<sup>19</sup>.

### Face aux indécisions de l'État, la naissance de l'UFOCEL. Scènes nationales et internationales

Dans la même période, la Commission internationale de la coopération intellectuelle instaurée au sein de la SDN (1921), composée de comités nationaux, se dote d'une sous-commission affectée à l'emploi du cinéma dans l'enseignement. Lors du premier Congrès international de la cinématographie organisé à Paris en septembre 1926 et lors de la Conférence européenne du film d'enseignement à Bâle en avril 1927, la création d'un institut international du cinéma éducatif est envisagée, non sans difficultés pour en définir les modalités ainsi que pour décider de son siège revendiqué par la France, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse. Au cours du congrès, où Joseph Brenier préside une séance, Jean-Benoît Lévy, rapporteur, invite les pouvoirs publics de chaque nation à créer un office national afin de pourvoir le cinéma éducateur d'une autorité morale et financière accrue<sup>20</sup>.

Aussi, l'interpellation de Joseph Brenier le 8 novembre 1927 au Sénat, appuyée par un rapport remis au gouvernement Herriot, et le dépôt d'une proposition de loi par le député radical Antoine Borrel (le 10 novembre) relèvent d'une action pour le moins concertée. Herriot, Brenier, Borrel, hommes d'une même génération, sont ligueurs, francs-maçons, militants des œuvres et cartellistes. L'argumentation prononcée devant le Parlement est sensiblement identique. Elle reprend aussi mots pour mots les vœux émis par les congrès de l'Office de Lyon et de la Ligue, tribunes d'une répétition

16. Gérard Vial, « De l'Office du cinéma éducateur à la médiathèque », *1895*, n° 41, automne 2003, pp. 127-133.

17. *Le Cinéopse*, mai 1933.

18. *Le Cinéopse*, avril 1929.

19. JO du 8 août 1926, *Le Cinéopse*, septembre 1926.

20. Christel Taillibert, *L'Institut international du cinématographe éducatif, regards sur le rôle du cinéma éducatif dans la politique internationale du fascisme italien*, Paris, L'Harmattan, 1999, pp. 53-76; Valérie Vignaux, *Jean Benoît-Lévy (1888-1956) ou le corps comme utopie. Une histoire du cinéma éducateur dans l'entre-deux-guerres en France*, Paris, AFRHC, 2007, pp. 15-50.

générale<sup>21</sup>. Les discours soulignent toute la pertinence d'une utilisation par l'État du cinéma à des fins d'intérêt public, au service d'une formation morale, sociale, hygiénique, du redressement national, moral et économique du pays, et de la propagande scientifique, littéraire, agricole et touristique<sup>22</sup>. La rationalisation des actions des ministères est avancée face aux conditions indispensables d'économie : « Les efforts accomplis dans chacun de vos ministères, pour si méritants qu'ils soient, révèlent l'absence totale d'un plan d'ensemble nettement déterminé [...] »<sup>23</sup>. La création d'un office national aurait pour « objet de centraliser et de diriger toutes les applications du cinématographe dans les services relevant des administrations de l'État ». Enfin, la France ne peut se laisser distancer sur le plan international et ne peut que s'aligner sur les réalisations étrangères où des offices nationaux ont été créés telle la *Luce* en Italie, le *British Film Institute* en Angleterre, ou la *Reichsfilmkammer* en Allemagne.

### Un Office national au sein du ministère de l'Instruction publique

Défendu au nom de la Ligue, par la voix de Joseph Brenier, le rattachement de l'Office national au ministère de l'Instruction publique s'inscrit pleinement dans la ligne politique définie :

La confédération s'efforcera de faire introduire dans les textes, lois, décrets et règlements, la concentration au ministère de l'Instruction Publique de tout ce qui est relatif à l'Éducation Nationale : écoles diverses, services de l'Éducation physique (...) <sup>24</sup>.

À la défense laïque discursive s'est ajoutée une défense laïque plus pragmatique par le développement des œuvres d'éducation – cinéma, radio (TSF), art, pratique sportive – pour former la jeunesse à l'esprit laïque. L'État qui est resté intangible sur les lois laïques, a été amené à reconnaître la participation de l'Église dans le domaine associatif comme œuvre d'intérêt général. Effectivement, en 1932, la Fédération gymnastique et sportive des patronages de France, d'obédience catholique, dont le général de Castelnau est le président d'honneur, est reconnue d'utilité publique. Les actions de la Ligue portent alors sur la législation pour délimiter les territoires de chacun, voire limiter les actions des « adversaires ». Elle admet le droit d'exister à titre privé mais non la légitimité de recevoir une aide des pouvoirs publics et dénonce les anomalies : les œuvres confessionnelles ne versent pas la taxe sur les spectacles, la circulaire (1932) interdisant l'usage des films en celluloïd dans les écoles et les œuvres scolaires publiques n'impose aucune restriction du même ordre au cinéma paroissial et commercial<sup>25</sup>. Les adversaires veillent. Lors de l'examen de la proposition de loi déposée à la Chambre pour la

21. Nous rejoignons ici Dimitri Vezyroglou et complétons (voir *le Cinéma en France à la veille du parlant*, Paris, CNRS Éditions, 2011, pp. 216-221).

22. Christophe Gauthier, Tanguy Perron et Dimitri Vezyroglou « Histoire et cinéma : 1928, année politique », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2001/4 n° 48-4, p. 192.

23. J. Brenier, « Par les Offices, il serait possible de résoudre la crise du cinéma en France », *le Cinéopse*, avril 1926.

24. *L'Action laïque*, avril-juin 1929, p. 107.

25. *L'Action laïque*, Côte d'Orient, 2<sup>e</sup> trimestre 1932.

création de l'Office national, le député Alexandre Lefas obtenait deux modifications significatives : que les forces d'éducation morale que sont les diverses croyances religieuses et politiques soient représentées et, pour parer à la nomination d'un responsable cartelliste, que le futur responsable de l'Office soit titulaire d'un diplôme d'archiviste paléographe<sup>26</sup>.

## L'UFOCEL

Le projet de loi ne fut pas adopté. En décembre 1928, Rome obtenait le siège et le financement de l'IICE sous l'égide de la SDN. En réponse aux inactions de l'État, une Fédération nationale des offices régionaux – de France et des Colonies – est constituée le 7 novembre 1929, à la demande des offices<sup>27</sup>. Présidée par Joseph Brenier, Albert Châtelet et Paul Langevin, elle siège au Musée pédagogique. Le conseil d'administration comprend les délégués des offices, les représentants des ministères concernés et du Musée. Les enjeux sont importants : disposer d'une structure nationale de coordination et de diffusion reconnue par les pouvoirs publics afin d'être représenté dans les structures internationales<sup>28</sup>, lutter contre les abus commerciaux des firmes et faire jeu égal avec l'organisation catholique du cinéma. À son initiative, le premier Congrès national du cinéma éducateur se déroule à Paris en septembre 1931. L'action de la Fédération est vite paralysée. L'imprécision des formes juridiques des offices, leurs buts divergents, leur indigence empêchent de constituer son budget. La résistance des services des ministères craignant de voir leur échapper un rayon d'action et les dissensions internes font échouer la première tentative<sup>29</sup>. La deuxième, lancée lors du congrès, sous le titre de Commission permanente des congrès nationaux du cinéma éducateur, dotée d'une revue mensuelle *Ciné-document*, ne fut guère plus heureuse.

L'idée plusieurs fois suggérée de regrouper les organismes cinématographiques autour d'un noyau déjà existant, comme la Ligue de l'enseignement, reconnue d'utilité publique en 1930, prend alors de la force. Après de nombreux pourparlers et procédures administratives et juridiques, un accord est conclu le 25 octobre 1933. Les statuts stipulent :

Il est constitué à la Ligue de l'Enseignement, une section nationale du Cinéma éducateur groupant les Offices et les organismes laïques créés en vue du développement de l'enseignement et de l'éducation par l'image dans les écoles et les œuvres postsecondaires : l'UFOCEL.

L'accord n'implique en aucun cas le contrôle ou le dessaisissement des organismes composant la section. La formule tripartite où usagers, techniciens, et délégués de l'administration sont représentés est adoptée. Des personnalités qualifiées par leurs compétences y seront adjointes à titre consultatif. La Ligue consolide ainsi le réseau laïque.

26. Dimitri Vezyroglou, *le Cinéma en France à la veille du parlant*, op. cit., pp. 233-234.

27. Rapport d'activité pour l'année 1933, dossier 752, Archives privées –Ligue française de l'enseignement (AP-LFE) ; *l'Amicaliste*, mars 1929.

28. La Fédération est représentée dans le comité français de l'IICE fondé en mai 1930.

29. *Ciné-document*, octobre 1933.

# LES DOCUMENTS SCOLAIRES ET POST-SCOLAIRES

PROJECTIONS — CINÉMA — PHONOGRAPHE — DISQUES — T. S. F. — MATÉRIEL D'ENSEIGNEMENT  
TECHNIQUES NOUVELLES — ŒUVRES SCOLAIRES ET POST-SCOLAIRES

*Bulletin de l'Office Régional du Cinéma Educateur de l'Académie de Montpellier, de la Fédération des Œuvres Post-Scolaires  
Laïques du Gard, de la Coopérative Régionale de l'Enseignement Public et des Œuvres annexes*

Le Bulletin paraît tous  
les deux mois (vacances  
exceptées).

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :  
COOPÉRATIVE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC  
10, Grande-Rue — NIMES

Abonnement annuel : 5 fr.  
TÉLÉPHONE 35-41  
C. C. P. Montpellier 107-21

## FAISONS LE POINT

L'année scolaire 1935-1936 écoulée, ayant vu se dérouler un certain nombre d'événements importants relatifs à l'utilisation du Cinéma dans l'Enseignement, il n'est certainement pas inutile, en ces débuts de l'année scolaire 1936-1937 de mettre un peu de clarté dans l'esprit de nos usagers en essayant de faire le point, après une période pénible où la confusion était reine.

La circulaire du 8 octobre 1935, signée Mario Roustan, faisait connaître officiellement que seuls les appareils de format 35 m/m et 16 m/m muets et sonores, bénéficiant des subventions accordées par le Ministre de l'Éducation nationale, semblaient mettre un terme à l'irritante question des formats. Il restait cependant à publier la liste des appareils 35 m/m et 16 m/m agréés par le Ministère et la Commission technique spécialement chargée de l'examen des appareils.

Il fallut attendre Juillet 1936 pour avoir cette liste, et la porter à la connaissance des Membres de l'Enseignement par l'intermédiaire des « Documents Scolaires et post-scolaires ». Entre temps s'étaient tenus à Vichy, le 52<sup>e</sup> Congrès National de la Ligue de l'Enseignement, et le 16 juin 1936 au Musée Pédagogique à Paris, des conférences d'informations au cours desquelles furent très impartialement, examinés, du point de vue rendement lumineux et sonore, tous les appareils français et étrangers de tous formats à l'exception du format standard 35 m/m classé à l'unanimité hors compétition. Il fut nettement reconnu que le format 8 m/m était insuffisant pour la classe, que le 9 m/m 5 pouvait à la rigueur être utilisé dans une salle de classe mais qu'il était insuffisant pour les projections à caractère post-scolaire que le 16 m/m était incontestablement d'un rendement meilleur à tous les points de vue, aussi bien en muet qu'en sonore.

Malgré ces conclusions favorables au 16 m/m la Ligue de l'Enseignement, d'accord avec les Offices, désirait connaître encore l'opinion plus large des membres de l'Enseignement plus particulièrement celle des Instituteurs, proposa au Syndicat National des Instituteurs, l'organisation d'une 2<sup>e</sup> conférence d'informations, à l'occasion de son Congrès National. Elle se tint à Lille le 2 Août 1936 et ne fit que confirmer les résultats déjà obtenus à Paris le 16 juin 1936. De sorte que les cartes sont désormais abattues et que les décisions ministérielles du 8 octobre 1935 et de juillet 1936 relatives à l'adoption du 16 m/m ne peuvent plus être contestées.

D'ailleurs, nous apprenons en dernière heure, que le Congrès international de Budapest vient d'adopter pour le

16 m/m sonore, le standard américain. Il ne sera donc même plus question de pistes sonores. Le 16 m/m muet ou sonore devient définitivement, comme nous l'avions prévu, un format international.

Le Musée pédagogique et les Offices du Cinéma éducateur ont le devoir de constituer dès cette année, à côté des collections de films 35 m/m, des collections de films 16 m/m.

En ce qui nous concerne, et malgré la précarité de nos ressources, nous tenons à rassurer nos usagers des films 35 m/m, et à encourager nos usagers des films 16 m/m. — L'Office possède un stock suffisant de films 35 m/m pour alimenter les appareils existants aussi bien en films d'enseignement qu'en films récréatifs. Il a pris également ses dispositions pour fournir aux conditions habituelles, des programmes récréatifs post-scolaires. Que les animateurs de soirées populaires ne se découragent donc pas, leurs demandes seront toujours accueillies avec la même bienveillance.

Les nouveaux avantages que présente l'utilisation des appareils muets ou sonores 16 m/m ont séduit un grand nombre de membres de l'Enseignement, de Municipalités, de dirigeants de Sociétés post-scolaires. Beaucoup se disposent à acquérir un nouvel appareil, préparent leur dossier de demande de subvention. Certains hésitent encore parce qu'ils craignent de ne pouvoir trouver à l'Office un choix suffisant de films éducatifs ou récréatifs. Nous avons le devoir de les rassurer également. *Le jour très prochain, où quelques appareils 16 m/m seront en fonctionnement, dans les 5 départements de l'Académie de Montpellier, l'Office sera en mesure de leur offrir un bon choix de films documentaires ou récréatifs.* Des pourparlers sont engagés avec les éditeurs, des commandes sont groupées, par un service technique récemment organisé par P. U. F. O. C. E. L. (Ligue de l'Enseignement), en un mot un travail sérieux et pratique est amorcé. *Les membres de l'Enseignement peuvent dès maintenant mettre leur projet à exécution.* Nous leur avons, durant ces dernières années, conseillé la prudence, nous leur disons sincèrement aujourd'hui : « Le point est fait, marchez en toute confiance, dans la direction qui vous est indiquée. »

A. GAUTIER,  
Directeur de P. O. R. C. E.

P.-S. — La Ligue de l'Enseignement ayant fait éditer un N° spécial de « L'Action laïque », tous nos usagers vont le recevoir et seront ainsi mis au courant, dans leurs détails, de toutes les discussions qui se sont engagées au cours des Conférences d'informations de Paris et de Lille.

## La concurrence catholique<sup>30</sup>

L'entre-deux-guerres est le temps de réhabilitation de l'action catholique par le cinéma. Un double défi est à relever : celui des salles commerciales et celui du cinéma militant, laïque ou communiste. Cinémas éducatifs laïque et catholique se structurent dans la même temporalité. Les initiatives des uns stimulent celles des autres. Joseph Brenier relevait d'ailleurs une parfaite identité de conception. L'action locale préexistante du cinéma paroissial est alors soutenue par un encadrement national, à défaut d'une politique pontificale définie plus tard (1936). Pierre Lhermite lançait dans *la Croix* une souscription nationale pour favoriser l'équipement des paroisses.

Le Comité catholique du cinéma (CCC), structure nationale, est fondé en février 1928, et prend le relais de la Maison de la Bonne Presse éditrice du catalogue *les Bons Films*. Il dispose d'un hebdomadaire, *les Dossiers du cinéma* (1927) puis *Choisir* (1932), dédié à l'ensemble des médias. L'œuvre a le concours du général de Castelnau, et se légalise le 24 mai 1930. Le chanoine Reymond sut mettre en relation les groupes nationaux d'Action catholique avec les producteurs et distributeurs de films, de phonos, les journaux et les émetteurs de radiophonie<sup>31</sup>. Le Comité agit pour la production d'un « cinéma catholique » : des films récréatifs qui n'offensent ni la religion, ni la morale, des documentaires et des films religieux<sup>32</sup>. La Centrale catholique du cinéma (1934) attribue aux films une cote en fonction de leur valeur morale intrinsèque et de l'âge du spectateur.

Ainsi, de l'échelle des doyennés à l'échelle diocésaine, les coordinations se mettent en place. En 1928 est créée l'Union des Cinés-Patros de Loire-Inférieure. Trois ans plus tard, le département compte 199 salles de cinéma dont 57 %, sont gérées et animées directement par les paroisses. Des unions diocésaines se forment, voire se fédèrent en union régionale avec la Fédération des associations de cinéma de l'Ouest ou le Cinéma-coopératif du Sud-ouest et du centre. Le Bureau de propagande, d'enseignement et d'éducation par le film, constitué à Lille en septembre 1927, et son organe officiel, *le Courrier du Cinéma éducateur* sont salués par le CCC<sup>33</sup>. Tous bénéficient de financements municipaux, de dons, et des quêtes. En 1937, 400 salles diffusent en format standard et 1000 en format réduit<sup>34</sup>. Le réseau de distribution des films du cinéma catholique apparaît donc performant. Il touche le public paroissial, celui des structures d'encadrement des jeunes chrétiennes, ouvrières et agricoles, étudiantes et lycéennes dont le développement est concomitant, ou encore de la Fédération des

30. Nous nous référons ici à Michel Lagrée, *la Bénédiction de Prométhée : religion et technologie (XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Fayard, 1999, pp. 299-302 ; Corinne Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu : la Fédération nationale catholique, 1924-1944*, Paris, Fayard, 2004, pp. 174-184 ; D. Vezyroglou, « Les catholiques, le cinéma et la conquête des masses : le tournant de la fin des années 1920 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 2004/4, n° 51-4, pp. 115-134 (le présent article était déjà écrit lorsqu'est paru l'ouvrage de Mélisande Levantopoulos sur la question : *les Catholiques et le cinéma. La construction d'un regard critique (France, 1895-1958)*, Rennes, PUR, coll. « Histoire », 2015 – NDLR).

31. Rapport d'Émile Glay, non daté, « Qu'est-ce que le CCC? », dossier 760, AP-LFE.

32. C. Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu...*, *op. cit.*, pp. 174-184.

33. Voir *le Courrier du Cinéma éducateur*, année 1927.

34. Corinne Bonafoux-Verrax, *À la droite de Dieu...*, *op. cit.*, pp. 174-184.

amicales de l'enseignement catholique. La concurrence avec les milieux laïques se joue sur la maîtrise du cinéma éducatif familial, voire publique dans les grandes et petites agglomérations.

La structuration du cinéma catholique répond aux tentatives de centralisation menées par le camp laïque. Tout projet de nationalisation faisait peser une menace de laïcisation :

Il ne faut pas s'y méprendre : nous sommes en présence d'un nouvel effort de pénétration de l'État dans l'École, dans toutes les Écoles. Le monopole de fait du film éducatif unique contribuera, pour sa part, à réaliser le monopole de l'enseignement. Comment faire respecter nos droits à l'encontre de cette nouvelle forme d'étatisme scolaire ?<sup>35</sup>

Le cinéma catholique s'organise à l'échelon international. Le chanoine Reymond est le représentant attiré de la France. Émile Glay, haut responsable ligueur et syndicaliste, dénonce un « nouveau succès de l'Église catholique : la pénétration de ses agents dans les rouages officiels de la SDN »<sup>36</sup>.

# 4<sup>me</sup> CONGRES D'INFORMATION DE L'OFFICE DU CINEMA EDUCATEUR DU SUD-EST

## SAMEDI 30 ET DIMANCHE 31 JANVIER 1937 A NICE

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

et la Présidence d'Honneur de :

M. le Préfet des Alpes-Maritimes ;  
M. le Député-Maire de Nice ;  
M. le Recteur de l'Académie d'Aix ;  
M. le Président de la Ligue Française de l'Enseignement ;  
Et de MM. les Parlementaires, les Présidents des Conseils  
Général et les Inspecteurs d'Académie des Alpes-Mari-  
times, du Var, des Basses-Alpes et de la Corse.

Avec le concours de :

La Ligue Française de l'Enseignement, du Syndicat  
National des Instituteurs, de la Fédération Républicaine  
des Associations Laïques de Parents d'Élèves des Écoles  
de Nice ;

et la Participation effective de :

M. G. THEVENOT, Professeur agrégé au Lycée Buffon ;  
M. M.-C. LEBRUN, Directeur du Centre National d'Études  
Pédagogiques du Ministère de l'Éducation Nationale.

### TRAVAUX DU CONGRES

**SAMEDI 30 JANVIER**

**Première Séance**  
MONDIAL-CINEMA, 5, rue Moncal-Pérol, Nice  
9 h. : Réception des Congressistes.  
9 h. 15 : Ouverture des Travaux  
Coordination des moyens techniques dans l'Enseignement  
**DISQUE, RADIO, CINEMA DANS L'ENSEIGNEMENT**  
**DE LA LITTÉRATURE**  
Rapport présenté par M. Georges THEVENOT,  
Professeur agrégé au Lycée Buffon  
Accompagné d'auditions de disques et de la présentation  
du film  
**"LE MEDECIN MALGRE LUI"**  
avec  
Rognoni, Hélène Perdrière, Pierre Lecomte, Chombals  
(de la Comédie-Française)  
A 14 heures : **SALLE BREA** (Avenue Notre-Dame) :  
Inauguration de l'Exposition du matériel de projection  
cinématographique, radiophonique et phonographique pour  
l'enseignement et la post-école.  
A 14 h. 30 :  
**LE CINEMA DANS LA POST-ECOLE**  
**ET LES LOISIRS POPULAIRES**  
Rapport présenté par M. COMTE, Secrétaire Général  
de la Fédération des Œuvres Laïques des Alpes-Maritimes  
**L'EQUIPEMENT SCOLAIRE ET POST-SCOLAIRE**  
**EN APPAREILS DE PROJECTION**  
(Les formats, le muet, le sonore et parlant)  
Rapport présenté par M. J. JENGER, Directeur de l'Office  
du Cinéma Educateur du Sud-Est

A 21 heures : **AU STUDIO LOUIS LUMIERE,**  
26, boulevard Rizzo, Nice  
Grande présentation  
offerte aux Congressistes  
**AU PROGRAMME :**  
« LE VERRIER », un artisan Marinier.  
Un chef-d'œuvre de Chloéa François ;  
**"LA MATERNELLE"**  
Réalisation de Jean-Benoît LEVY,  
d'après l'œuvre de Léon FRAPPE,  
avec MADELEINE RENAUD  
**DIMANCHE 31 JANVIER SALLE BREA**  
A 10 heures :  
**Séance de Clôture**  
Lecture des Résolutions et Vœux.  
**Discours de Monsieur JEAN ZAY**  
Ministre de l'Éducation Nationale  
ET DE DIVERSES PERSONNALITES PARTICIPANT  
AU CONGRES  
A 12 h. 30 :  
**Grand Banquet**  
sous la Présidence de M. le Ministre  
de l'Éducation Nationale  
Après-midi libre pour participation  
aux grandes fêtes de Nice

Programme du congrès de l'office du Sud-Est, janvier 1937.

35. D. Vezyroglou, « Les catholiques, le cinéma et la conquête des masses... », art. cit., pp. 115-134.

36. *L'École Libératrice*, 15 février 1930.

## Actions nationales et internationales 1933-1939. Une mission de service public

Les offices assurent un service public d'État. Dépositaires des copies des films du Musée pédagogique et des ministères, ils sont des organismes de décentralisation au plus près de leurs usagers : les établissements scolaires, les amicales, les coopératives, ou les municipalités. Ils facilitent l'achat, l'échange et la réparation des appareils de projections, informent sur les modalités administratives, définissent la composition des programmes, éditent des commentaires appropriés et réalisent parfois leurs propres films. Ils disposent d'un bulletin souvent inséré dans celui des fédérations laïques. Ils bénéficient des subventions de l'État (appareils agréés) et des municipalités (employés, salles, subventions), de la mise à disposition d'enseignants détachés, laissée à la discrétion des inspections académiques. Des partenariats sont établis notamment avec les directions décentralisées des services agricoles empruntant également aux offices. Une grande variabilité est cependant observée. Les bulletins témoignent de batailles permanentes pour obtenir des fonds publics.

La composition des directions, la qualité des personnalités présentes lors des assemblées générales des Offices, des FOL et de la Ligue relèvent d'un même profil. Ligueurs, militants des œuvres, élus locaux, parlementaires radicaux-socialistes et socialistes, francs-maçons, inspecteurs, syndicalistes et coopérateurs soutiennent les offices<sup>37</sup>. Les appartenances sont bien souvent plurielles. Le plaidoyer de Joseph Brenier au Grand Orient de France semble avoir porté ses fruits : les frères étaient « invités à se mettre à la tête du mouvement de rénovation de ces œuvres et à s'entendre avec toutes les organisations laïques et républicaines pour entreprendre la lutte contre les œuvres cléricales similaires et assurer le succès »<sup>38</sup>. Les offices sont présidés par des personnalités susceptibles de leur apporter une caution : le ministre Albert Lebrun à Nancy, le député Louis Loucheur à Lille, le scientifique Paul Langevin à Paris.

Le comité directeur de l'UFOCEL comprend de hauts-fonctionnaires du ministère de l'Instruction publique : Hyppolite Luc, directeur à l'Enseignement technique, Paul Barrier, inspecteur général des enseignements professionnels, agricoles, ménagers, des œuvres postsecondaires, chargé du cinéma et de la TSF, M.-C. Lebrun, directeur adjoint du Musée pédagogique et Joseph Soleil, administrateur. Bien souvent, les offices ont leur siège au Rectorat. « Nulle union spécialisée de la Ligue ne poussait aussi loin le caractère para-officiel latent de ce type d'association »<sup>39</sup>.

Pour ces raisons, l'UFOCEL prend toute sa place en tant que représentant du cinéma éducatif français dans les commissions ministérielles et internationales. Font partie de la délégation française pour le congrès international de Rome (1934), Joseph Brenier – au même titre que le chanoine Reymond –, et Paul Barrier, également vice-président de la Chambre de Bâle. M.-C. Lebrun, Julien Jenger (office de Nice), et Hippolyte Luc sont rapporteurs pour le comité français.

37. Nathalie Sévilla, « La Ligue de l'enseignement-Confédération générale des œuvres laïques, 1919-1939 », art. cit., pp. 372-384.

38. Vœu émis lors de l'Assemblée générale annuelle du GODF, septembre 1929, *Compte rendu des travaux de l'assemblée générale du GODF*, 1929, p. 195.

39. Pascal Ory, *la Belle Illusion. Culture et Politique sous le signe du Front populaire 1935-1938*, Plon, Paris, 1994, p. 639.

maint en larges traits la journée de documentation et veille au bénéfice des Offices régionaux, Candelier se plut à dégager les perspectives que le Directeur du Musée pédagogique avait tracées pour la vie future de ces organismes, soulignant ainsi une fois de plus toute la sollicitude que notre ami porte au Cinéma Educateur laïque.

C'est pourquoi le Commissaire général plaça cette cérémonie sous le signe de l'amitié et de la reconnaissance, laissant au Président Albert Bayet le soin de rappeler les mérites de notre ami Lebrun.

## ALLOCUTION DU PRÉSIDENT BAYET

Le Président Albert Bayet, toujours heureux de s'associer aux travaux des U.F.O.S., évoqua le souvenir et l'œuvre magnifique du Président Brenier qui, l'un des tout premiers, comprit l'importance capitale du Cinéma Educateur et sut en préparer l'avenir.

A la réalisation de son plan s'attache le nom de nos camarades administrateurs, directeurs d'Offices et aussi celui de notre ami Lebrun.

Héritier spirituel de Ferdinand Buisson et de Lucien Herr, Lebrun a toujours tenu à consacrer une partie de son activité à l'étude des problèmes que pose le Cinéma Educateur. En particulier, par son action tenace et toujours constructive, il a contribué à organiser dans chaque Académie un Office du Cinéma Educateur prospère, dotant ainsi le pays d'une organisation modèle pour la diffusion des films d'enseignement et d'éducation.

Et bientôt, un centre de documentation pédagogique, où pour-

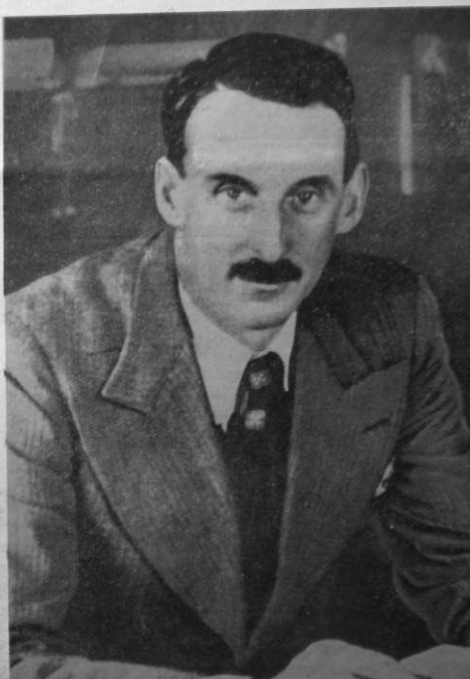
Offices régionaux du Cinéma Educateur laïque, 25 années qui ont été marquées par la naissance et le développement des Offices, par leur groupement en une Fédération, puis une Union : l'U.F.O.C.E.L. actuelle. Au sein de la Ligue de l'Enseignement, celle-ci doit jouer un rôle de premier plan non seulement en diffusant les films, mais aussi en s'attachant à faire du Cinéma l'un des instruments les plus puissants mis au service du développement de la culture populaire.

Bien des difficultés restent à vaincre par suite de la rareté des bons films et l'absence de réglementation du cinéma non commercial, mais déjà les Offices constituent un solide réseau de distribution dont l'action se renforce de jour en jour en même temps que se précise leur statut.

En terminant, M. Lebrun adresse ses remerciements émus au Président Albert Bayet, au Secrétaire général M. Belliot, au Commissaire général de l'U.F.O.C.E.L., M. Candelier, ainsi qu'à tous les Directeurs d'Offices et au personnel du Centre.

Toujours aimable, toujours serviable, surtout quand il peut servir utilement la cause du Cinéma Educateur laïque, Lebrun est, au sein de l'U.F.O.C.E.L., le conseiller technique le plus écouté. Son bon sens normand cauchois, toujours avisé, toujours nuancé, sait ramener la clarté dans les débats et tirer les conclusions les plus favorables au développement du Cinéma Educateur laïque.

Ses amis ont été heureux de lui dire en toute amitié, mais aussi, en toute reconnaissance, leur joie de fêter très simplement comme il sied, en famille, sa récente promotion d'Officier de la Légion d'Honneur, associé de tout



M. C. Lebrun, du Comité directeur de l'UFOCEL (*Bulletin d'information de l'UFOCEL*, n° 6, années 1946-1950). Archives privées de la Ligue française de l'enseignement.

## S'adapter aux évolutions technologiques : parlant et format intermédiaire

Le congrès de Rome est l'occasion de réaffirmer les nécessités françaises sur deux points. Fort de la recommandation du congrès de créer un service national du cinéma d'éducation, Joseph Brenier, proposait, dans une lettre adressée en septembre 1934 à Gaston Doumergue, un énième plan d'action intégré au plan national d'équipement économique et social. Les ministres du Travail et de l'Éducation nationale auraient émis un avis très favorable à sa réalisation<sup>40</sup>. La standardisation internationale du format intermédiaire est le deuxième point enregistré au congrès, sans affirmer de préférence pour l'un des trois formats.

Joseph Brenier, dans la droite ligne politique de la Ligue d'agir pour une coopération internationale au service de la paix en œuvrant aux échanges internationaux dans le domaine culturel et des loisirs,

40. « Rapport de l'UFOCEL au Congrès de Lens », *l'Action laïque*, juin/juillet/août 1935, p. 471.



souligne dans son intervention combien les efforts « seraient singulièrement efficaces dans l'ordre international si nous nous mettions d'accord sur les formats à universaliser, les films à réaliser en vue d'une utilisation mondiale... »<sup>41</sup>. Les progrès techniques du format intermédiaire et sa progressive généralisation en ont fait un format privilégié, mais en présence de sa multiplicité – 9,5mm, 16mm (deux modèles) et 17,5mm – il devenait urgent d'accepter un seul modèle standard et universel. Il est financièrement impossible pour les offices de constituer une triple collection de films et d'appareils. À cela s'ajoute le développement récent et rapide du cinéma parlant. Son emploi était envisagé, dès l'assemblée constitutive de l'UFOCEL : les films muets n'étaient plus renouvelés et les « catholiques » l'utilisaient déjà avec le Pathé-Rural. L'UFOCEL préconisait, avant même le congrès, l'adoption du 16mm standardisé, unifié et sonore. Si les qualités du 17,5mm, Pathé-Rural, et du 9,5mm Pathé-Natan<sup>42</sup> ne sont pas niées, ce format restait la propriété exclusive de la firme Pathé qui, aux yeux des laïques, pouvait exercer un monopole de fait sur l'école et la post-école. Pathé a aussi passé des contrats avec le Comité catholique du cinéma. Le 16mm fabriqué par de nombreux industriels laisse par contre le champ ouvert à la concurrence et par conséquent aux améliorations de qualité et de prix. Surtout, ce format international offre des perspectives d'approvisionnement en films étrangers et se prête à la diffusion de la pensée française, d'autant plus qu'en octobre 1933 la SDN avait adopté une convention internationale pour faciliter la circulation des films éducatifs par la suppression des droits de douanes.

III. 5 page entière – pour lire le doc

Le congrès de Rome n'ayant pas statué sur un des formats, les ministères de l'Éducation nationale et de l'Agriculture ajournent les décisions d'agrément. Le secteur industriel traîne les pieds<sup>43</sup>. Le milieu laïque est divisé. Les cinémas scolaire et post-scolaire n'utilisent pas les mêmes formats d'appareils. Le 9,5mm jugé indispensable pour la classe, avec ses possibilités futures de sonorisation, garde des partisans qui s'expriment ouvertement par la voix de Jean Brérault<sup>44</sup>. La Ligue reproche au Syndicat national des instituteurs, qui dispose de sa propre revue *l'Écran scolaire*, son peu de soutien. L'UFOCEL invite alors à l'abstention dans l'acquisition d'appareils nouveaux, non crédités ni agréés. Les offices sont paralysés dans leurs investissements. La revue des Offices, *Cinéma Educateur*, met en garde la France contre l'inondation de la *Kultur* au moment où l'Allemagne se prépare à équiper en 16mm ses 60 000 écoles pour janvier 1935 et à réaliser une collection de 500 films, et qu'en Italie le 16mm est adopté pour les films éducatifs à l'exclusion des autres formats<sup>45</sup>.

41. Joseph Brenier, « Le Cinéma et l'Éducation populaire », *la Participation française au Congrès international du Cinéma d'enseignement et d'éducation*, Rome, 19-25 Avril 1934, Comité français de l'Institut international du Cinématographe éducatif, 1934, pp. 140-142.

42. Christel Taillibert, *l'Institut international du cinématographe éducatif*, op. cit., pp. 38-39.

43. « En ce qui concerne le format intermédiaire, malgré toute notre activité et nos démarches nous avons l'impression d'un piétinement, consécutif pour une large part à l'insistance de Pathé-Natan » (notes de Joseph Brenier, 23/11/1934, dossier 751, AP-LFE).

44. *Le Cinéopse*, décembre 1934.

45. *La Revue du Cinéma Educateur*, mai-juillet 1936, *les Documents scolaires et post-scolaires*, novembre 1935.

# LISTE DES APPAREILS CINÉMATOGRAPHIQUES agréés par la Commission du Cinématographe d'Enseignement

Ministère de l'Education Nationale

Troisième Bureau Primaire

ARRETE MINISTERIEL

Paris, le 9 juillet.

Le Ministre de l'Education Nationale,

à Monsieur le Préfet :

J'ai l'honneur de vous communiquer, ci-joint, une liste des appareils cinématographiques passant des films muets et des films sonores (formats 35 m/m et 16 m/m), agréés par la Commission du Cinématographe d'Enseignement.

Les listes précédentes, en ce qui concerne le format Standard (35 m/m muet), sont annulées.

Par suite, seuls les appareils qui figurent sur la liste ci-jointe peuvent faire l'objet d'une allocation de subvention.

Vous recevrez, ultérieurement, une liste mise à jour des appareils pour projection fixe.

Pour le Ministre et par autorisation :  
Le Directeur de l'Enseignement Primaire,  
Th. ROSSET.

1°) Appareils cinématographiques pour films muets, format 35 m/m.

Ciné-cabine Jacky, 500 watts. Etablissements André Debrie, 111, rue Saint-Maur, Paris.

Poste cinématographique Pathé d'enseignement et semi-professionnel type N.A.G. n° 49.750. Matériel cinématographique Pathé, 20 bis, rue Lafayette, Paris.

Projecteur cinématographique Ehmichen, type B.A.G. n° 486. Office central de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

Stator C.P.F., 500 watts et 750 watts. Massiot et C° 37 bis, rue de Belfort à Courbevoie (Seine).

Type B.A.G. 500 watts. Office de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

Type P.E. 32, 300 watts. Société Radio-Cinéma, 79, boulevard Haussmann, Paris.

2°) Appareils cinématographiques pour films sonores, format 35 m/m.

Appareil portatif sonore « Simplo-Sonor », type B n° 151. Station-Service du Cinéma parlant, 210, faubourg Saint-Martin.

Poste sonore portatif R. Delon, type R.D. 11, n° 190. R. Delon, 24, rue Albouy, Paris.

Jacky Steller 500 watts, à trois présentations : équipement simple portatif, équipement simple fixe, poste double. Etablissements André Debrie, 111, rue Saint-Maur, Paris.

Perfector-Cinélux, type C.D. 2 n° 5.761. Société Cinélux, 5, avenue Percier, Paris.

Poste sonore Pathé, type N.A.G.S. n° 49.750. Matériel cinématographique Pathé, 20 bis, rue Lafayette, Paris.

Projecteur sonore Ehmichen, type B.A.G. n° 473. Office général de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

Type P.E. 32 S, présenté sous cinq formes commerciales (300 watts-900 watts) avec amplificateur petite puissance (300 watts-900 watts), poste double 900 watts avec amplificateur grande puissance. Compagnie Radio-Cinéma, 79, boulevard Haussmann, Paris.

✱

3°) Appareils cinématographiques pour films muets et films sonores format 35 m/m.

Type A.L.B. 500 watts. Société de Construction électromécanique de précision L.B., 14, rue du 4-Septembre, à Rueil-Malmaison (Seine).

Type S.A.G. 500 watts. Office général de la Cinématographie française, 35, avenue Victor-Hugo, Paris.

✱

4°) Appareils cinématographiques pour films muets, format 16 m/m.

Projecteur cinématographique Ehmichen, type M.A.B. Hercule, n° 135, bi-film 16 m/m, et 9 m/m 5. Office général de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

Projecteur Mallux, type M.T.E., bi-film 16 mm. et 9 mm. 5, 300 watts et 750 watts. Etablissements Fred Jeannot, 86, rue de Sèvres, Paris.

Type M.A.B. 300 watts et 500 watts. Office général de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

✱

5°) Appareils cinématographiques pour films sonores format 16 m/m.

Projecteur sonore Debrie, série A, type E. Etablissements Debrie, 111, rue Saint-Maur, Paris.

✱

6°) Appareils cinématographiques pour films muets et films sonores format 16 m/m.

Appareil R.C. 16, 500 watts. Compagnie Radio-Cinéma, 79, boulevard Haussmann, Paris.

16 m/m Debrie 500 watts. Etablissements André Debrie, 111, rue Saint-Maur, Paris.

Type 16 M.S., 500 watts et 750 watts. Société des Téléphones Ericsson, boulevard d'Achères, Colombes (Seine).

Type S.H.A., 500 watts et 750 watts. Office général de la Cinématographie française, 39, avenue Victor-Hugo, Paris.

N.B. — Les appareils mentionnés dans cette liste sont les seuls dont l'acquisition permettra l'attribution d'une subvention du Ministère de l'Education nationale.

## La crise du cinéma éducateur ?

En juin 1935, le Comité français de l'Institut de Rome se prononce enfin pour le 16mm. L'officialisation tardive du ministère de l'Éducation nationale par la circulaire du 8 octobre 1935 précisant que seuls seront subventionnés les appareils 35mm et 16mm muets et sonores, ne clôt pas les débats. D'une part, la énième commission instituée en novembre par Mario Roustan pour établir la liste des appareils subventionnés ne statue pas : une offensive de la firme Pathé aurait été menée auprès du ministre qui prône la défense de l'industrie nationale<sup>46</sup>. La Ligue joue alors pleinement son rôle paraétatique. L'UFOCEL organise en juin 1936 une conférence d'informations pratiques au Musée pédagogique. Étaient invités les représentants des ministères concernés, les syndicats enseignants et la Chambre syndicale des industries techniques du cinéma. Marques et formats de projecteurs étaient représentés. Une liste comparative des projecteurs était établie. La conférence se doublait d'une seconde, organisée avec le concours de l'OCEN pendant le congrès du SNI au mois d'août à Lille. Pour autant, la Fédération des usagers du cinéma éducatif récemment fondée par Jean Brérault, soutenue en octobre 1936 par l'intervention à la Chambre de Dupont, député de l'Ain, persiste et réclame une extension de la circulaire aux appareils 9,5 mm<sup>47</sup>. L'UFOCEL refuse de faire des démarches auprès du ministère. Des réseaux de distribution parallèles aux offices voient alors le jour.

La section se heurte aussi aux intérêts de la commission cinématographique de l'Agriculture dont l'enjeu est d'écouler l'ensemble de la production exclusivement constituée de films 35 mm muets<sup>48</sup>. Une délégation de la Ligue, dont Jean Zay fait partie, réclame auprès du cabinet du ministre la fin de l'obstruction de la rue de Varennes qui refuse d'accorder les demandes de subvention pour le 16 mm dont celles appuyées par les parlementaires, d'intégrer des représentants de l'UFOCEL dans sa commission et de déposer au Musée pédagogique sa collection de films. Après les élections de mai 1936, la donne change. Les relations d'amitié entre Joseph Brenier et Georges Monnet, ministre de l'Agriculture, portent leurs fruits :

Il faut avant tout autre chose que la production du ministère de l'Agriculture cesse d'être uniquement muette. Une plus grande intensité doit être donnée à la propagande et à l'enseignement agricole par le film et ceci ne peut être obtenu qu'en subventionnant les appareils sonores de préférence de format réduit<sup>49</sup>.

Les instructions officielles du 24 août 1936, relatives aux constructions et aménagements des écoles primaires, stipulent qu'il « est désirable que les écoles importantes aient une grande salle commune à usage scolaire, périscolaire ou postscolaire », une salle équipée pour le cinéma éducateur.

46. Procès-verbal du conseil général du 25 mars 1936, compte rendu de l'UFOCEL, dossier 748, AP-LFE.

47. *Le Cinéopse*, octobre 1937.

48. Note du Service cinématographique du commissariat à l'Information, 25 novembre 1939, dossier 934, AP-LFE.

49. Compte rendu des séances de la Commission permanente de la cinématographie agricole, 2 et 16 décembre 1936.



la Revue du cinéma éducateur, mars 1938.

Les offices trouvent un second souffle. Ainsi, à l'Office de Clermont-Ferrand le cinéma sonore et parlant est lancé<sup>50</sup> : la collection de films sonores en 16mm est en voie de constitution sans pour autant que le montant d'achat de films en muet ne diminue. Au cours de la saison 1938-1939, l'office de Lyon enregistre un total de 2 400 séances de muet pour 1 260 séances de parlant, et note qu'une quarantaine de salles laïques sont installées en parlant pour les séances publiques<sup>51</sup>. Des offices se lancent dans la production et présentent leurs propres films sonores au concours cinématographique de l'Exposition internationale de 1937, au nom de l'UFOCEL<sup>52</sup>.

Initiatives ministérielles et structures de formation de la jeunesse ont dynamisé le cinéma éducateur dans l'entre-deux-guerres. Faute d'un point d'ancrage institutionnel au sein du ministère de l'Instruction publique, la Ligue confédérale, sous l'impulsion de J. Brenier, œuvre pour le regroupement des offices du cinéma éducateur en son sein. Parallèlement et en concurrence avec le cinéma catholique, elle centralise et décentralise son réseau de diffusion d'un cinéma laïque et participe à la démocratisation du cinéma dans les zones rurales. Tout en agissant comme une institution complémentaire à celle de l'État, l'UFOCEL se mobilise pour que celui-ci définisse une véritable « politique culturelle » nationale du cinéma d'enseignement et d'éducation, au regard de son développement dans les nations européennes, chacune voulant être la première dans ce domaine. Elle prend alors position pour le format intermédiaire 16 mm au risque de délaisser le cinéma d'enseignement et dans la perspective de faciliter les échanges internationaux, la Ligue invite l'industrie française à ne pas s'enfermer dans la production d'un format national. Telles sont les données que nous apporte une analyse institutionnelle qui devra se compléter par une étude sur la nature et la teneur des idéologies véhiculées par les films diffusés par les offices<sup>53</sup>.

50. *L'Action laïque*, décembre 1936.

51. Gustave Cauvin, *le Cinéma éducateur à l'école et dans nos œuvres*, Lyon, 1939, p. 24.

52. Les films de Louis Colin, directeur de l'office de Nancy, *le Massif vosgien*, *En se tenant la main*, l'Université de Nancy, ainsi que *le Causse*, réalisé par Gautier, directeur de l'Office de Nîmes.

53. Cf. Pascal Laborderie, « Le film-parabole dans les offices du « cinéma éducateur » en France dans l'entre-deux-guerres » (thèse, Université Sorbonne nouvelle, Paris 3, 2009).